



Introduction

Cédric Grimoult

DANS **PARLEMENT[S], REVUE D'HISTOIRE POLITIQUE 2012/2 n° 18**, PAGES 6 À 14
ÉDITIONS **L'HARMATTAN**

ISSN 1768-6520

DOI 10.3917/parl.018.0006

Date de mise en ligne : 28/03/2013

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-parlements1-2012-2-page-6?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

[Recherche]

Introduction

Cédric Grimoult

Docteur habilité en histoire des sciences, professeur agrégé en classes préparatoires littéraires au lycée Jean Jaurès de Montreuil (93)
POLEN-CEPOC, Université d'Orléans,
CHCSC, Université de Versailles-Saint-Quentin
cedric.grimoult arobase laposte.net

Les sciences ont contribué aux révolutions politiques de diverses manières. Citoyens actifs ou même simples sujets éclairés, membres à part entière des groupes sociaux les plus importants, les hommes de science sont avant tout des acteurs capables de percevoir les enjeux que représentent ces tournants majeurs de la vie collective et de s'y impliquer lorsqu'ils ont cru devoir s'engager. Les sciences offrent aussi des avantages en termes idéologiques et symboliques pour ceux qui peuvent en instrumentaliser les résultats : si savoir rime avec pouvoir, les représentations qu'elles véhiculent, bien qu'éphémères et rarement adaptables à l'objet social, constituent un attrait auquel ont succombé bien des dirigeants, qu'ils soient conservateurs, progressistes ou, surtout, révolutionnaires. Car il faut légitimer le changement, l'inscrire dans un ordre à la fois ancien et nouveau, ce à quoi peut contribuer l'aura positive de la science, réputée objective, rationnelle, logique, efficace, et productive. Leur rigueur dans le traitement de l'information et leur maîtrise systématique de procédures complexes prédisposent, en théorie, aussi les chercheurs aux fonctions de conseil et d'encadrement,

bien que leur besoin d'indépendance et leur esprit critique les maintiennent souvent à l'écart d'une immixtion forte dans la vie de la cité. Mais des conditions favorables – comme la foi dans le progrès partagé à l'époque des Lumières – ou au contraire particulièrement difficiles – pendant la Seconde Guerre mondiale notamment – révèlent un engagement massif des scientifiques dans les questions politiques.

Ce dossier consacré à « Science et révolutions politiques » éclaire ces aspects à travers des exemples issus de lieux et de moments très différents. La contribution des hommes de science et des disciplines scientifiques s'est montrée plurielle, à travers les apports de leurs méthodes spécifiques, de chercheurs mobilisés et de leurs résultats particuliers.

L'éthique du savant et la révolution

L'esprit critique ne connaît pas de frontière. Au fondement de sa philosophie, Descartes inscrit un doute absolu. Le politique, au même titre que la nature, peut – et même doit – dès lors, être interrogé de façon méthodique. Les savants, comme l'on qualifie encore, à l'époque moderne, les hommes de science, font partie des individus les plus novateurs, qui constituent l'élite au sens original du terme. Ils appellent donc souvent de leur vœu l'établissement d'un gouvernement rationnel. Et lorsque la méthode expérimentale s'impose, au XVII^e siècle, comme guide essentiel de la science moderne, la légitimité de l'État ainsi que la question de l'organisation des pouvoirs n'échappent pas à une investigation systématique de type scientifique. Au XIX^e siècle, lors de la vague scientiste, Auguste Comte souhaite l'émergence d'un gouvernement « positif », c'est-à-dire fondé sur des faits, utilisant des méthodes mathématiques, et tirant profit des expériences passées et présentes.

Dans un livre marquant¹, l'éthique de la révolution scientifique naissante, au XVII^e siècle, est directement rapportée aux problèmes politiques du temps. À Thomas Hobbes, l'auteur du *Leviathan*, partisan de l'absolutisme et défenseur de l'hermétisme de maîtres charismatiques, s'oppose Robert Boyle, qui vante une conception collégiale du pouvoir politique et scientifique, car l'expérimentation implique la critique des pairs, qui élaborent la science de manière collective dans un nouveau type de lieu social et savant : le laboratoire. Publicité des découvertes, des débats et liberté de pensée constituent dès lors des éléments essentiels de l'éthique scientifique, par opposition

¹ Steven Schapin, Simon Schaffer, *Leviathan and the Air-Pump. Hobbes, Boyle, and the Experimental Life*, Princeton, Princeton University Press, 1985.

au secret des recettes enseignées par le maître à ses disciples, au moyen de l'argument d'autorité, évitant ainsi tout débat censé nuire à l'ordre social, en cette époque de guerres civiles et religieuses. Dès ses débuts, la science moderne inclut donc des enjeux politiques qui débordent largement les institutions qui l'encadrent et concernent plus ou moins directement la question du régime idéal et concret.

Au-delà du contexte particulier de l'Angleterre du XVII^e siècle, la méthode expérimentale s'est révélée particulièrement adaptée à l'investigation scientifique, permettant la multiplication des découvertes et la mise au point de procédures de plus en plus raffinées pour tester des hypothèses à la fois audacieuses et riches d'un potentiel technique, et donc industriel, capable de transformer en profondeur l'économie européenne, puis mondiale. En même temps, la publicité des débats, la liberté de la critique et la pluralité des approches prédisposent les chercheurs à un nouveau mode de fonctionnement de la vie politique, au parlementarisme et à la culture du compromis, laquelle ne fait d'ailleurs pas bon ménage avec la révolution. Les scientifiques sont plus volontiers réformistes que radicaux. Nathalie Pigéard-Micault montre ainsi que Charles Adolphe Wurtz et ses collègues membres de la Faculté de médecine de Paris restent, en 1871, à l'écart de la Commune.

Du laboratoire à l'arène politique

Différentes circonstances peuvent néanmoins conduire les scientifiques à s'impliquer dans la sphère publique. C'est ce que montre notamment Juan José Saldaña lors de la révolution mexicaine pour l'indépendance, au début du XIX^e siècle, dans un contexte fortement empreint de nationalisme. Et si la révolution se produit, rien n'empêche les savants d'en prendre la direction afin de l'orienter dans un sens conforme à leur conception de l'intérêt général, lequel ne saurait entrer en contradiction avec les progrès de la science. Benjamin Franklin, présenté par Jean Audouze, peut ainsi promouvoir un gouvernement compatible avec le développement du savoir et des richesses nationales, une république attachée – comme le veut l'étymologie – au bien commun et au bien-être du plus grand nombre.

Plus discrètement, surtout lorsque le contexte s'avère défavorable, d'autres savants peuvent s'engager au service d'une réforme du pays, sans participer nécessairement à l'écume des événements. Le réseau des chimistes bourguignons au sein du Comité de salut public, joue ainsi, dans l'ombre, un rôle essentiel mais peu connu dans la rénovation

globale permise par la Révolution française². Certains contribuent activement à la chute de Robespierre, puis à l'avènement de Bonaparte³.

Le comportement héroïque d'Étienne Geoffroy Saint-Hilaire, venu au secours de ses collègues naturalistes victimes de la lutte aveugle menée contre les clercs et les aristocrates entre 1792 et 1794, illustre aussi les solidarités qui unissent ceux qui partagent l'amour de la recherche scientifique. Une relation de ces événements, restée jusqu'ici inédite, est présentée dans la rubrique [Sources]⁴. Elle témoigne des liens profonds qui unissent les savants parisiens, indépendamment des explosions épisodiques de la violence politique. Dans cet exemple, il est à nouveau question d'éthique scientifique et de vie de la cité.

Des institutions naturelles

Les révolutions politiques constituent aussi des temps forts de l'affrontement idéologique, où théories scientifiques et représentations symboliques sont utilisées à des fins partisans. Umberto Eco écrit ainsi :

« [...] on est habituellement fasciné par les grandes révolutions qui apparaissent à la postérité comme l'effet d'un seul acte de force qui, frappant un point apparemment insignifiant, fait tourner l'axe entier d'une situation de pouvoir : la prise de la Bastille, l'assaut du palais d'Hiver, le coup de main contre la caserne Moncada... [...] En fait, l'acte de force "historique" n'avait jamais été un acte de force mais un geste symbolique, une trouvaille théâtrale finale qui sanctionnait, d'une façon significative également au niveau du décor, une crise des rapports de pouvoir qui s'était diffusée et ramifiée depuis longtemps. »⁵

Dans un livre remarqué⁶, Bruno Latour montre que, pour s'imposer dans un milieu extrêmement concurrentiel, les chercheurs recrutent de nombreux « alliés » afin d'emporter l'adhésion de la communauté scientifique. Outre leur convocation d'autres résultats d'expériences, de collègues travaillant dans des champs connexes ou d'appareils

² Cédric Grimoult, *Sciences et politique en France. De Descartes à la révolte des chercheurs*, Paris, Ellipses, 2008, p. 246-247.

³ *Ibid.*, p. 192-193.

⁴ NDLR cf. « Notes sur les dangers encourus par Lacépède pendant la Terreur, par Étienne Geoffroy Saint-Hilaire », présentées par Cédric Grimoult, *infra*, p. 73-76.

⁵ Umberto Eco, *La Guerre du faux*, Paris, Le Livre de poche, 1985 [1979], p. 346.

⁶ Bruno Latour, *La Science en action. Introduction à la sociologie des sciences*, Paris, La Découverte, 1989.

complexes, ils peuvent espérer le soutien des grandes entreprises finançant leur activité, de l'armée intéressée par les retombées techniques de leurs découvertes, ou encore de chefs d'État soucieux de montrer l'efficacité de leurs actes et de bénéficier du prestige associé à la découverte. Les astronomes de l'Observatoire de Paris fondé par Louis XIV donnaient aux astres des noms en rapport avec celui de leur mécène ; ceux du temps de la guerre froide bénéficient des moyens d'explorer l'espace extraplanétaire, en glorifiant leur pays. Stefan R. Landsberger commente ainsi la mise en scène de la conquête spatiale à travers une affiche de propagande chinoise, datée de 1979, qui révèle le sens et les limites d'un message visuel impliquant les sciences à seule fin de glorifier la Révolution maoïste⁷.

Un autre pays communiste ayant favorisé la conquête spatiale entendait aussi, au nom de l'idéologie officielle marxiste-léniniste, réformer la science, en expurgeant ce qu'elle aurait eu de « bourgeois » afin de la rendre « prolétarienne ». Afin de révolutionner la biologie, il s'est agi de liquider toute référence au hasard et de prétendre à la toute-puissance du milieu, dans la production agricole comme dans l'économie animale et l'histoire de la Terre, quitte à sacrifier la réalité expérimentale et les chercheurs qui s'y consacraient. Le témoignage de Denis Buican, dans la partie [Sources] également⁸, montre les conséquences terriblement négatives de la destruction systématique d'une science, au nom de cette idéologie de la révolution. Il prend ses distances avec une attitude révisionniste qui tend, depuis les années 1970 jusqu'à nos jours, à imputer le lyssenkisme au seul culte de la personnalité de Staline, afin de disculper les éléments fautifs de la doctrine des fondateurs du marxisme⁹.

Les idées scientifiques peuvent être utilisées à toutes les sauces idéologiques. Si le darwinisme social du XIX^e siècle, d'abord théorisé par Herbert Spencer, se veut rigoureusement anti-étatique et libéral, l'eugénisme et le racisme des anthropologues du début du siècle suivant exigent l'aide de l'État pour s'imposer au sein des institutions savantes et entrer en pratique, dans l'Allemagne nazie ou la France de la Révolution nationale. L'article que nous consacrons à ces auteurs, qui n'ont de scientifiques que leurs prétentions, illustre aussi comment, à l'opposé du mythe de la Tour d'ivoire, les savants ont participé et participent aux révolutions politiques.

⁷ NDLR : cf. « La science est une force de production », affiche chinoise de 1979 (en couverture de ce numéro), présentée par Stefan R. Landsberger, *infra*, p. 85-94.

⁸ NDLR : cf. « Biologie et révolution communiste : témoignage de Denis Buican, généticien roumain », présenté et recueilli par Cédric Grimoult, *infra*, p. 77-84.

⁹ Pour plus de détails, consulter : Denis Buican et Cédric Grimoult, *Évolution. Histoire et controverses*, Paris, CNRS Éditions, 2012, p. 144.

L'histoire des sciences présente aujourd'hui de nombreux visages, en raison de l'ampleur du champ qu'elle couvre. Mais ses spécialistes se reconnaîtront sans doute dans l'intérêt croissant qu'ils portent au contexte dans lequel sont produites les nouvelles idées scientifiques et interfèrent avec lui. Les historiens du politique trouveront aussi dans ce dossier de multiples points de connexion avec leurs propres travaux et préoccupations, car la science fait partie intégrante des sociétés contemporaines et doit donc être pensée en liaison avec les autres catégories des productions culturelles, en tenant compte des spécificités propres à l'activité scientifique sanctionnée par la réalité expérimentale.

C'est d'ailleurs aussi parce que la science n'est pas suffisamment intégrée aux institutions et au débat normal des démocraties occidentales – sans parler des autres régimes – que de faux débats peuvent surgir, comme ceux suscités par les créationnistes – aux États-Unis, en Turquie, et jusqu'au sein du Conseil de l'Europe – ou que des choix majeurs pour nos sociétés restent mal posés et idéologiquement biaisés, comme c'est le cas pour le réchauffement climatique, les OGM et la production énergétique notamment. Faire entrer la science – non seulement ses contenus, mais surtout ses méthodes et ses procédures d'évaluation critique – au cœur du débat démocratique, c'est-à-dire sans qu'il ne bascule dans la technocratie ou, à l'extrême inverse, dans la démagogie, demeure un chantier majeur de la modernisation politique du XXI^e siècle.